



CONVENTION POUR LA REHABILITATION D'UNE INSTALLATION D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DANS LE CADRE D'UNE OPERATION GROUPEE EN PARTENARIAT AVEC L'AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE

ENTRE

Monsieur, Madame «Nom_propriétaire» «Prenom_propriétaire» en leur qualité de Propriétaire(s) ou de représentant légal du ou des Propriétaires
Demeurant : «adr1_propriétaire»-«adr2_propriétaire»- «CP_propriétaire» - «Ville_propriétaire»

Désigné ci-après par « le Propriétaire »,

D'une part,

ET

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif de Saint-Avé,
Place de l'hôtel de ville – BP 40020 – 56891 SAINT-AVÉ Cedex
Téléphone : 02.97.60.70.10. Télécopie : 02.97.44.58.91.

Représenté par Madame le Maire, Anne GALLO autorisée à signer la présente convention en vertu de la délibération n°xxxx/x du xx/xx /2018.

Ci-après désigné par « le SPANC »

D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

A. GENERALITES

Article A.I. Objet de la convention

La présente convention définit les modalités permettant au Propriétaire qui le souhaite, de bénéficier des subventions octroyées par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, via le SPANC, à l'issue de la réhabilitation de son dispositif d'assainissement non collectif.

L'aide de l'agence correspond à un montant de 40 % du coût TTC de l'opération (travaux, frais d'études et de contrôle) dans une limite plafonnée à 8.500 euros TTC soit 3.400 euros TTC maximum de subvention.

Le non respect des dispositions définies par cette convention entraine pour le Propriétaire la perte du bénéfice de ces subventions.

L'opération concerne la mise en conformité de l'installation d'assainissement non collectif (ANC) sur le domaine privé de l'habitation de :

Nom / Prénom du Propriétaire : «**Nom_propriétaire**» «**Prenom_propriétaire**»

Adresse de la parcelle : «**Adr_terrain_**»

Code postal : «**Code_postal**» Commune : «**Adr_terrain_suite**»

Sous les références cadastrales (section et numéro cadastral de la parcelle) : «Section» «Numéro»

Téléphone(s) : _____

Mail : _____

Date d'acquisition ou de construction du bâtiment (attestation du Notaire ou copie de l'acte authentique de vente) : _____

La présente convention est non transmissible en cas de vente.

Acquisition par : ☐ succession sans vente
construction du bâtiment

☐ achat

☐

Numéro de dossier figurant sur le compte-rendu du dernier contrôle : «**numéro SPANC**»

Le Propriétaire atteste que l'installation d'ANC a été mise en œuvre avant 2009 : ☐ Oui ☐ Non

Résidence :

☐ Résidence principale

☐ Résidence secondaire

☐ Location annuelle

☐ Autre (préciser) : _____

Locataire éventuel à la date de la présente convention :

Nom / Prénom : _____

Téléphone(s) : _____

La présente convention définit ci-après les conditions de réalisation et de financement des travaux de réhabilitation de l'installation d'assainissement non collectif:

a) Phase étude :

- La réalisation par le SPANC de l'étude de mise en conformité des installations d'assainissement non collectif,
- L'intervention en domaine privé du SPANC et du bureau d'études désigné par lui,
- Le règlement financier par le Propriétaire.

b) Phase travaux :

- La réalisation par le Propriétaire des travaux de mise en conformité,
- Le montage du dossier de subvention par le SPANC auprès de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne,
- L'intervention en domaine privé du SPANC pour le contrôle de réalisation avant remblaiement,
- Le règlement par le Propriétaire du coût des travaux à l'entreprise de son choix et le reversement par le SPANC des subventions au Propriétaire.

Article A.II. Entrée en vigueur de la convention

La présente convention prendra effet à partir de la date de signature par les deux parties et arrivera à échéance à l'achèvement de la mission, c'est-à-dire :

- A l'issue de la phase d'étude si le Propriétaire ne souhaite pas engager les travaux,
- A l'issue de la phase de travaux après contrôle du chantier par le SPANC et versement des subventions par le SPANC au Propriétaire.

Article A.III. Autorisation de réalisation d'une étude de définition de filière

Par la présente, le Propriétaire accepte la réalisation, sous maîtrise d'ouvrage du SPANC, d'une étude de sol et de définition de filière d'assainissement non collectif sur sa propriété.

Article A.IV. Autorisation d'accès

Le Propriétaire autorise l'accès de sa propriété au bureau d'études désigné par le SPANC, pour mener à bien sa mission d'étude préalable, ainsi qu'au SPANC tout au long du déroulement de l'opération.

L'intervention du bureau d'études se fera au jour et à l'horaire fixés lors de la prise de rendez-vous avec le Propriétaire (par téléphone autant que possible avec confirmation du rendez-vous par courrier, courriel ou sms).

Le Propriétaire s'engage à informer son locataire éventuel et à lui communiquer le contenu de la présente convention afin que ce dernier facilite l'accès à la propriété autant que nécessaire.

B. PREMIERE PHASE : ETUDE PROJET

Article B.I. Mission du bureau d'études

Le Propriétaire accepte l'intervention du bureau d'études désigné par le SPANC pour l'étude du projet de réhabilitation de son installation, visant à :

- Réaliser une étude pédologique afin d'apprécier l'aptitude du sol en place à l'épuration et à l'infiltration naturelle. Hors périmètre de protection de captage d'eau, l'infiltration des eaux usées traitées est la solution à privilégier selon la réglementation en vigueur (arrêté du 7 mars 2012). Les eaux traitées seront obligatoirement infiltrées sur les parcelles situées en périmètre de protection de captage d'eau,
- Déterminer les travaux nécessaires pour la réhabilitation de l'installation d'assainissement non collectif.

La mission du bureau d'études est définie dans son contrat conclu avec le SPANC selon un cahier des charges établi par l'Agence de l'Eau Loire Bretagne.

Le bureau d'études s'engage à informer le Propriétaire de toute intervention sur sa propriété, par avis de visite, adressé par courrier ou par courriel.

Article B.II. Engagement du Propriétaire

Le Propriétaire s'engage à fournir tous les éléments à sa connaissance concernant l'installation existante, à rendre accessible l'ensemble des ouvrages et les canalisations d'évacuations d'eaux usées (EU) en pied de mur de l'habitation (et bâtiment annexe si EU). A défaut, le SPANC et le bureau d'études missionné ne pourront être tenus responsables des surcoûts générés.

Le Propriétaire s'engage au règlement des frais de coût d'étude et de contrôle de conception définis à l'article B.IV.

Article B.III. Engagement du SPANC

Au cours de la phase d'étude, le SPANC s'engage à assister le Propriétaire et veiller au bon déroulement des études par le bureau d'études qu'il aura désigné.

Le SPANC adressera au Propriétaire suite à la visite technique et à la réalisation de l'étude du projet :

- Le dossier technique personnalisé,
- L'évaluation financière des travaux,
- L'évaluation du montant de la subvention,
- L'avis favorable de conception du SPANC,
- Une notice sur le déroulement de la phase de travaux.

Article B.IV. Détermination du coût de l'étude et du contrôle réglementaire

La subvention de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne allouée pour les études et les travaux s'établit à 40 % du coût TTC de l'opération, dans une limite plafonnée à 8.500 €uros TTC.

Dans le cas où le Propriétaire décide d'engager les travaux dans les conditions définies par la présente convention (voir C. DEUXIEME PHASE : TRAVAUX), sa participation financière au coût de l'étude est de xxx euros TTC.

Dans le cas où le Propriétaire décide de ne pas engager les travaux, la subvention de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne ne pourra lui être allouée et sa participation financière à l'étude sera de xxx euros TTC.

Le coût du contrôle de conception réalisé par le SPANC sur le projet est de 69 euros (Tarif 2018).

La facture de cette prestation sera établie après remise de l'avis de conception du SPANC au Propriétaire et sera recouvrée par le biais du Trésor Public.

Le Propriétaire peut librement se désengager de la présente convention à l'issue du règlement des prestations de la phase « ETUDE ». Il renonce alors aux bénéfices de toutes les subventions de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.

Une fois l'étude envoyée par le SPANC au Propriétaire, celui-ci devient Propriétaire de l'étude dégageant ainsi le SPANC de Saint-Avé de sa mission de maîtrise d'ouvrage.

C. DEUXIEME PHASE : TRAVAUX

IL est précisé que le SPANC ainsi que le bureau d'études missionné par lui, ne sont en aucun cas maîtres d'œuvre des travaux de réhabilitation de l'installation d'assainissement non collectif. Il incombe au Propriétaire d'assurer cette mission, s'il en a la compétence, ou de la confier à un tiers.

Article C.I. Engagement du Propriétaire

Le Propriétaire s'engage à fournir au SPANC, dans les 2 mois après réception de l'avis favorable de conception accompagné de l'étude de sol et de filière :

- Deux devis détaillés, non signés, de 2 entreprises différentes établis sur la base de l'étude de filière et du détail quantitatif estimatif vierge fourni par le bureau d'étude lors de la phase « ETUDE »,
- Les attestations d'assurances responsabilités civile et décennale des 2 entreprises consultées, en vigueur à la date de la demande,
- Le nom de l'entreprise qu'il envisage de retenir pour la réalisation des travaux,
- Le nom du cabinet de maîtrise d'œuvre s'il envisage ne pas suivre cette mission en direct.

Le SPANC notifiera au Propriétaire l'accord de subventions de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne dès que cette dernière l'en aura informée.

A réception de la notification, le Propriétaire pourra confirmer l'un des deux devis à l'entreprise de son choix et programmer les travaux.

ATTENTION : Il est impératif d'attendre la notification du SPANC pour signer le devis retenu. Tout engagement auprès d'une entreprise antérieur à la transmission de l'accord de l'agence de l'eau au SPANC, fait perdre le bénéfice des subventions.

Le Propriétaire s'engage alors à :

- Transmettre le devis retenu, daté, signé « Bon pour accord » accompagné des fiches techniques des ouvrages (fosse(s) toutes eaux et les différents regards composant la filière de traitement) remises par l'entreprise. En cas de prescriptions par le bureau d'études d'une filière agréée, l'agrément ministériel avec le numéro précis de l'agrément devra être transmis au SPANC,
- Suivre la réalisation du chantier,
- Demander le contrôle de réalisation en tranchées ouvertes au SPANC,
- Avertir le SPANC 72 heures avant l'achèvement des travaux pour faciliter l'opération de contrôle avant remblaiement,
- Envoyer au SPANC la facture de l'entreprise établie à l'issue du chantier suivant les conditions du devis initial.

Le Propriétaire fera réaliser les travaux de réhabilitation dans un délai de 12 mois maximum après avoir été informé par le SPANC de l'accord de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.

Article C.II. Engagement du SPANC

La mission du SPANC porte sur les attributions suivantes :

- Analyse des 2 devis transmis par le Propriétaire,
- Validation du contenu des devis présentés par le Propriétaire au regard de l'étude de sol et de définition de filière,

- Etablissement du dossier de demande de subvention à l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne,
- Notification du Propriétaire de l'acceptation de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne du dossier de subvention et autorisation du Propriétaire à signer le devis de l'entreprise de son choix,
- Contrôle des travaux de réhabilitation avant remblaiement,
- Etablissement d'un avis et d'un rapport à l'issue du contrôle de réalisation,
- Contrôle de la facture établie par l'entreprise,
- Versement de la subvention au Propriétaire.

L'acceptation du dossier de subvention de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne est conditionnée à un avis conforme des travaux entrepris et vous permet de prétendre à une subvention de 40 % du coût de l'étude de sol et de 40 % du montant total du devis retenu pour les travaux.

Article C.III. Modalités de règlement de la phase travaux et de versement des subventions

Le Propriétaire, maître d'ouvrage, fait son affaire du règlement de l'entreprise retenue. Il présente la facture acquittée au SPANC contresignée de l'entreprise valant réception des travaux.

Le coût du contrôle de réalisation en tranchées ouvertes par le SPANC est de 146 €uros (Tarif 2018). La facture de cette prestation sera établie après remise de l'avis de réalisation du SPANC au Propriétaire et sera perçue par le biais du Trésor Public.

Le contrôle réalisation du SPANC n'est pas une réception des travaux.

L'Agence de l'Eau Loire Bretagne verse les subventions deux fois par an au SPANC. Le SPANC s'engage à reverser les subventions aux Propriétaires dans un délai maximum de 3 mois à compter du versement de ces aides.

Ce reversement est conditionné à la présentation des pièces suivantes:

- La copie du devis présenté, accepté, daté et signé « bon pour accord »,
- La copie des factures acquittées justifiant les travaux éligibles réalisés,
- Pour les dispositifs avec traitement par le sol en place ou par massif reconstitué, l'usager devra fournir une attestation s'engageant sur l'honneur à réaliser l'entretien. Pour les autres dispositifs, l'usager devra fournir une copie du contrat d'entretien de son installation,
- La copie de l'autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur lorsque les eaux usées traitées sont rejetées vers le milieu hydraulique superficiel,
- L'IBAN du bénéficiaire,
- La copie du contrôle de réalisation des travaux conforme.

D. CONDITIONS D'OCTROI DES SUBVENTIONS, DE RESILIATION ET DE FIN DE LA CONVENTION

Article D.I. Conditions d'octroi des subventions

Le montant des subventions maximum accordées n'est connu qu'à l'acceptation par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne du dossier de subvention présenté par le SPANC.

Son versement est conditionné au strict respect des clauses de la présente convention et en particulier :

- D'une réalisation de travaux strictement conforme au projet validé par le SPANC à l'issue du contrôle de conception,
- Du respect des délais maximum détaillés dans la présente convention (2 mois pour transmettre les 2 devis non signés, les 2 attestations d'assurances responsabilités civile et décennale et 12 mois pour débiter les travaux après la signature du devis),
- De l'avis conforme du SPANC dans le cadre du contrôle de réalisation.

Article D.II. Fin de la convention d'étude - Résiliation

La présente convention prend fin après le contrôle de réalisation conforme et le versement par le SPANC au Propriétaire de la subvention de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit, par l'une ou l'autre des parties en cas d'inexécution de l'une des dispositions énoncées ci-dessus, sur simple notification par lettre recommandée avec accusé réception.

Article D.III. Tribunal compétent

En cas de désaccord persistant entre les parties, le tribunal compétent pour régler les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution des dispositions de la présente convention est le Tribunal Administratif de Rennes.

Fait en deux exemplaires (à retourner signés au SPANC).

le _____

Pour le SPANC de Saint-Avé,
Le Maire,
Vice-Présidente du Conseil Régional de Bretagne,
Anne GALLO

Signature

le _____

Le Propriétaire,
Nom(s) / Prénom(s)

Signature(s)